

**FONDS SIMONET**  
**Siège social :**  
**17 rue Stendhal**  
**75020 PARIS****RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2025**

Aux membres du conseil d'administration,

**1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation SIMONET relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds à la fin de cet exercice.

**2. Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> août 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **3. Observation**

#### ***Changement de méthode comptable***

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 exposées dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

### **4. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur la vérification du respect des spécificités du plan comptable des associations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

S'agissant d'un fonds de dotation, nous nous sommes assurés du respect des spécificités du plan comptable des associations.

### **5. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au conseil d'administration.

### **6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

### **7. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Paris, le 1 juin 2026  
Le Commissaire aux comptes

**SEFICO AUDIT**

  
✓ Certifié par  vous signez

**Jean-Baptiste Hervet**  
**Associé**

# Bilan Actif

		31/12/2025		
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net
Règlement ANC 2022-06				
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)			
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
	Frais de développement			
	Donations temporaires d'usufruit			
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires			
	Autres immobilisations incorporelles			
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes			
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
	Terrains			
	Constructions			
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.			
	Autres immobilisations corporelles			
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes			
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>			
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>			
	Participations			
	Créances rattachées à des participations			
	Titres imm. de l'activité de portefeuille			
	Autres titres immobilisés			
	Prêts			
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières			
	<b>TOTAL ( II )</b>			
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>			
	Matières premières et autres approvisionnements			
	En-cours de production			
	Produits finis			
	Marchandises			
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>			
	<b>CREANCES (2)</b>			
	Créances clients, usagers et comptes rattachés			
TOTAL ACTIF (I à VII)	Créances reçues par legs ou donations			
	Autres créances	15 000		15 000
	Charges constatées d'avance			
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>	3 783 890		3 783 890
	<b>Instruments financiers et jetons détenus</b>			
	<b>Disponibilités</b>	7 012		7 012
	<b>TOTAL ( III )</b>	3 805 902		3 805 902
	Frais d'émission des emprunts ( IV )			
	Primes de remboursement des emprunts ( V )			
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif ( VII )			

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

# Bilan Passif

31/12/2025

Règlement ANC 2022-06

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise	
	Fonds propres statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	Fonds propres avec droit de reprise	
	Fonds propres statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	Ecart de réévaluation	
	Réserves	
	Réserves statutaires ou contractuelles	
	Réserves pour projet de l'entité	
	Autres	
	Report à nouveau	
	Excédent ou déficit de l'exercice	
	Total des fonds propres (situation nette)	
	Fonds propres consommables	3 030 202
	Subventions d'investissement	
	Provisions réglementées	
	Total des autres fonds propres	3 030 202
	Total des fonds propres	3 030 202
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	
	Total des fonds reportés et dédiés	
Provisions	Provisions pour risques	
	Provisions pour charges	
	Total des provisions	
DETTES	Emprunts obligataires convertibles	
	Autres emprunts obligataires	
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	
	Emprunts et dettes financières divers (2)	
	Instruments financiers à terme	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 700
	Dettes des legs ou donations	
	Dettes fiscales et sociales	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
	Autres dettes	764 000
	Produits constatés d'avance	
	Total des dettes (1)	775 700
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif	
	TOTAL PASSIF	3 805 902
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	775 700
	(2) Dont emprunts participatifs	

# Compte de Résultat <sup>1/2</sup>

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

		17 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	
	Vente de biens et services	
	Ventes de biens	
	dont ventes de dons en nature	
	Ventes de prestations de service	
	dont parrainages	
	Produits de tiers financeurs	
	Concours publics et subventions	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	853 798
	Ressources liées à la générosité du public	
	Dons manuels	
	Mécénats	
	Legs, donations et assurances-vie	
	Contributions financières	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	
	Utilisations des fonds dédiés	
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	
	Autres produits	
Total des produits d'exploitation		853 798
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	
	Variation de stocks	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	
	Variation de stocks	
	Autres achats et charges externes	94 810
	Aides financières	764 000
	Impôts, taxes et versements assimilés	
	Salaires	
	Cotisations sociales	
	Dotation aux amortissements et dépréciations	
	Dotation aux provisions	
	Reports en fonds dédiés	
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	
	Autres charges	
Total des charges d'exploitation		858 810
RESULTAT D'EXPLOITATION		(5 012)

# Compte de Résultat <sup>2/2</sup>

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

RESULTAT D'EXPLOITATION		(5 012)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	
	Autres intérêts et produits assimilés	
	Reprises sur dépréciations et provisions	
	Différences positives de change	
	Produits des immobilisations financières cédées	
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie	5 012
	Total des produits financiers	5 012
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
	Intérêts et charges assimilées	
	Différences négatives de change	
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie	
	Total des charges financières	
RESULTAT FINANCIER		5 012
RESULTAT COURANT avant impôts		
	Produits exceptionnels	
	Charges exceptionnelles	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS		858 810
TOTAL DES CHARGES		858 810
EXCEDENT ou DEFICIT		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL		

## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos au **31/12/2025** ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptes n°2014-03 relatif au plan comptable général et l'ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifiés par l'ANC 2020-08 et ANC 2022-04. Les présents comptes appliquent par anticipation les règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

La première application du règlement ANC n°2022-06 constitue un changement de méthode comptable prospectif applicable à partir du 01 janvier 2025.

Les principales nouvelles dispositions du règlement sont les suivantes :

- La modification de la définition du résultat exceptionnel : dorénavant sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel
- La suppression des transferts de charges
- Des nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat
- Des nouveaux tableaux obligatoires dans l'annexe comptable.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 805 902** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **858 810** euros et un total **charges** de **858 810** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **0** euros.

L'exercice considéré débute le **01/08/2024** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **17** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.



# Règles et Méthodes Comptables

Les principales méthodes utilisées sont :

## **Objet**

Le fonds de dotation a pour objet de soutenir et de développer toute oeuvre d'intérêt général à caractères philanthropique, social, éducatif, culturel et scientifique visant à favoriser :

1. La lutte contre l'exclusion en favorisant l'accès et le maintien dans un logement abordable pour des personnes fragiles et vulnérables du fait de leur situation sociale, psychologique ou des raisons liées au handicap ;
2. La réflexion sur la ville et le logement, et toute conception de nature à favoriser l'inclusion, le lien social entre les habitants et cela sans discriminations ;
3. L'éducation et l'acquisition des codes sociaux et professionnels, des pratiques culturelles et artistiques propres à servir l'intégration de personnes rencontrant des difficultés particulières ou étant en situation d'exclusion ;
4. L'accès à l'éducation ou à la reprise d'études pour des personnes sans emploi, en situation de décrochage scolaire ou universitaire ;
5. Et, d'une manière générale, la réalisation de toute opération de nature à promouvoir la cohésion sociale dans les meilleures conditions possibles.

## **Moyens**

Afin de développer son objet social, le fonds pourra, notamment :

1. prendre à bail, louer, acheter les biens ou droits immobiliers nécessaires à ses activités ou aux activités des organismes d'intérêt général soutenus ;
2. construire ou faire construire des biens immobiliers ;
3. lancer des appels à projets,
4. développer une activité de centre de recherche privé non lucratif (think tank),
5. soutenir et développer tout partenariat avec des organismes d'intérêt général portant des initiatives se situant dans le prolongement de son objet ou poursuivant des buts similaires aux siens ;
6. collecter des fonds en rapport avec l'objet du fonds par voie de don manuel, donation ou legs à l'effet de permettre le fonctionnement du fonds et son développement ;
7. mettre en place toute communication (revue, site Internet, etc.) visant à promouvoir les organismes qu'il soutient et, plus généralement, son objet ;
8. gérer son patrimoine, en ce compris les valeurs mobilières de placement et les actions ou parts sociales qu'il peut détenir, dans le respect des limites applicables aux fonds de dotation et de l'intention des donateurs, le cas échéant.

# Règles et Méthodes Comptables

## **Ressources**

Les ressources du fonds de dotation se composeront :

1. des dons issus d'un appel à la générosité publique ;
2. des recettes provenant des activités du fonds de dotation ;
3. des revenus des biens et valeurs de toute nature lui appartenant ;
4. de la quote-part de la dotation affectée au résultat, dont le conseil d'administration autorise la consommation;
5. de toutes autres ressources non interdites par la loi.

## **Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## **Achats**

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## **Honoraires du commissaire aux comptes:**

Au titre de l'exercice, les honoraires du commissaire aux comptes pour sa mission légale sont de 4 800€TTC.

## **Evènements postérieurs à la cloture:**

Néant.

## **Evènements significatifs de l'exercice:**

Un PV du CA en date du 19 novembre 2025 décide de rendre la dotation consommable alors qu'elle était initialement inconsumable et d'affecter au titre de l'exercice 2025 une part de la dotation afin de couvrir les charges de l'exercice non couvertes par les produits de telle sorte que le résultat comptable soit égal à 0.

# Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	15 000	15 000	
	Charges constatées d'avance			
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	11 700	11 700		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	764 000	764 000		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>775 700</b>	<b>775 700</b>		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

	Fds propres clôture	Affectation du résultat N-1		Augmentation		Diminution ou consommation		Fds propres clôture 31/12/2025
	Montant	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant
Règlement ANC 2022-06								
Fonds propres sans droit de reprise				3 884 000		3 884 000		
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecarts de réévaluation								
Réserves statutaires ou contractuelles								
Réserves pour projet de l'entité								
Autres réserves								
Report à nouveau								
Excédent ou déficit de l'exercice								
Situation nette				3 884 000		3 884 000		
Dotations consommables				3 884 000		853 798		3 030 202
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
TOTAL				7 768 000		4 737 798		3 030 202